



PARLAMENT

der Deutschsprachigen
Gemeinschaft Belgiens



28

AKTUELLES AUS
DEN INSTITUTIONEN

10. Jahrgang
08. Juli 2026

Inhaltsverzeichnis

NEUES AUS DEN PARLAMENTEN	3
PARLAMENT DER DEUTSCHSPRACHIGEN GEMEINSCHAFT	3
ABGEORDNETENKAMMER.....	3
SENAT	4
PARLEMENT DE WALLONIE.....	5
VLAAMS PARLEMENT	5
PARLEMENT DE LA FÉDÉRATION WALLONIE-BRUXELLES.....	6
PARLEMENT DE LA RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE (PRB).....	7
NEUES AUS DEN REGIERUNGEN	8
FÖDERALREGIERUNG	8
BELGISCHE NATIONALBANK	11
VLAAMSE REGERING	11
EUROPA UND REGIONALE ZUSAMMENARBEIT	14
EUROPÄISCHER RAT.....	14
EUROPÄISCHE KOMMISSION	14
BELGISCHES STAATSBLETT.....	15
QUELLENVERZEICHNIS	23

Neues aus den Parlamenten



Parlament der Deutschsprachigen Gemeinschaft

**Dokument Nr. [154](#) (2025-2026) Nr. 1
15.06.2026**

Beschlussvorschlag zur Genehmigung des ersten Nachtrags zum Geschäftsführungsvertrag zwischen der Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft und der VoG Föderkam, dem Dachverband für Musik in der Deutschsprachigen Gemeinschaft (2024-2028)

**DE KAMER BE
LA CHAMBRE BE
Abgeordnetenkommer**

ORDRE DU JOUR DES SÉANCES PLÉNIÈRES
Semaine du 6 au 10 juillet 2026

Jeudi, 09/07/2026

Questions orales

Projets de loi et propositions

1. Projet de loi portant exécution du plan d'impulsion I, n°s [56K1550](#)/1 à 7.

2. Projet de loi portant transposition de la directive (UE) 2024/1226 du Parlement européen et du Conseil du 24 avril 2024 relative à la définition des infractions pénales et des sanctions en cas de violation des mesures restrictives de l'Union et modifiant la directive (UE) 2018/1673 et autres dispositions, n°s [56K1600](#)/1 à 4.

3. Projet de loi portant réforme de l'impôt des personnes physiques, n°s [56K1243](#)/1 à 9.

4. Projet de loi transposant la directive (UE) 2023/2225 du Parlement européen et du Conseil du 18 octobre 2023 relative aux contrats de crédit aux consommateurs et abrogeant la directive 2008/48/CE et modifiant certaines dispositions du Code de droit économique, n°s [56K1531](#)/1 à 7.

5. Projet de loi transposant la directive (UE) 2023/2673 du Parlement européen et du Conseil du 22 novembre 2023 modifiant la directive 2011/83/UE en ce qui concerne les contrats de services financiers conclus à distance et abrogeant la directive 2002/65/CE et modifiant le Code de droit économique et la loi du 4 avril 2014 relative aux assurances, n°s [56K1532](#)/1 à 6.

6. - Projet de loi transposant la directive (UE) 2024/825 du Parlement européen et du Conseil du 28 février 2024 modifiant les directives 2005/29/CE et 2011/83/UE pour donner aux consommateurs les moyens d'agir en faveur de la transition verte grâce à une meilleure protection contre les pratiques déloyales et grâce à une meilleure information, n°s [56K1552](#)/1 à 6.

- Proposition de loi modifiant le Code de droit économique, visant à lutter contre le greenwashing, n°s [56K0224](#)/1 et 2.

7. Proposition de résolution visant à l'introduction du téléTRAINvail, n°s [56K0987](#)/1 et 4.

8. - Proposition de résolution visant à oeuvrer en faveur d'une défense intégrée européenne et d'une véritable Union européenne de la Défense, n°s [56K0584](#)/1 à 4.

- Proposition de résolution visant à supprimer les obstacles rencontrés en Belgique par l'industrie de la défense et l'innovation en matière de défense, n°s [56K0780](#)/1 à 3.

- Proposition de résolution visant à accroître la contribution belge à l'autonomie stratégique européenne, n°s [56K0796](#)/1 à 2.

- Proposition de résolution visant à soutenir les initiatives diplomatiques belges en vue de renforcer la politique de sécurité et de défense commune de l'Union européenne 2024-2029 à la suite des réunions du Conseil européen des 6 et 20 mars 2025, n°s [56K0843](#)/1 et 2.

9. Proposition de résolution visant à renforcer la législation belge et européenne sur la traçabilité des minerais afin de prévenir leur contribution aux conflits armés et aux violations des droits humains, n°s [56K0931](#)/1 à 6.

10. Proposition de loi modifiant la loi du 12 juillet 2022 renforçant le cadre applicable aux 4 provisions constituées pour le démantèlement des centrales nucléaires pour la gestion du combustible usé et pour la gestion des déchets opérationnels et abrogeant partiellement et modifiant la loi du 11 avril 2003 sur les provisions constituées pour le démantèlement des centrales nucléaires et pour la gestion de matières fissiles irradiées dans ces centrales nucléaires, n°s [56K01604](#)/1 à 3.

Scrutin secret sur les demandes de naturalisation, n°s [56K1624](#)/1 et 2.

Institut Fédéral pour la Protection et la Promotion des Droits Humains (IFDH) – remplacement d'un tiers des membres du conseil d'administration – nomination des membres suppléants (scrutin secret), n° [56K1642](#)/1.

Prises en considération (Rgt. art. 75, n°s 4, 5, 6, 7)

1. Proposition de résolution relative à l'amélioration de la prise en charge des personnes souffrant d'obésité, n° [56K1644](#)/1.

2. Proposition de loi spéciale modifiant la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour constitutionnelle en ce qui concerne la présentation de candidats et les conditions de nomination des juges de la Cour constitutionnelle, n° [56K1645](#)/1.

3. Proposition de loi spéciale modifiant la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour constitutionnelle en ce qui concerne la composition de la Cour constitutionnelle, la présentation de candidats et les conditions de nomination des juges de la Cour constitutionnelle, n° [56K1646](#)/1.

4. Proposition de loi modifiant l'arrêté royal n° 38 du 27 juillet 1967 organisant le statut social des travailleurs indépendants, instaurant un droit à une interruption d'activité en cas de perte de grossesse pour les travailleurs indépendants, n° [56K1648](#)/1.

5. Proposition de loi modifiant le Code de droit économique en vue d'abroger les dispositions relatives aux soldes et à la période d'attente ainsi que l'exception relative à la vente à perte, n° [56K1651](#)/1.

Votes nominatifs

sur les projets de loi et les propositions de résolution terminés.

Dokument Nr. [56K1646](#)

29.06.2026

Proposition de loi spéciale modifiant la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour constitutionnelle en ce qui concerne la composition de la Cour constitutionnelle, la présentation de candidats et les conditions de nomination des juges de la Cour constitutionnelle.

Dokument Nr. [56K1645](#)

29.06.2026

Proposition de loi spéciale modifiant la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour constitutionnelle en ce qui concerne la présentation de candidats et les conditions de nomination des juges de la Cour constitutionnelle.

Dokument Nr. [56K1641](#)

30.06.2026

Projet de loi portant des dispositions diverses en matière de santé.



Senat

Réunions de la semaine 6/7/2026 - 12/7/2026

10/7/2026

Séance plénière

1. Éloge funèbre de M. Étienne Davignon, Ministre d'État.
2. Projet de loi spéciale modifiant l'article 479 du Code d'instruction criminelle et relatif à la mise en concordance de la loi spéciale du 25 juin 1998 réglant la responsabilité pénale des membres des gouvernements de communauté ou de région avec le Code pénal du 29 février 2024, no [8-215](#)/1.
3. Projet de loi spéciale relatif à la mise en concordance de dispositions légales diverses en vigueur avec le Code pénal du 29 février 2024, no [56-1521](#)/1. *À transmettre par la Chambre.*
4. Rapport d'information relatif au développement de réseaux express de covoiturage transrégionaux et transfrontaliers, no [8-161](#)/1.
5. Nomination d'un membre non-magistrat du Conseil supérieur de la Justice, no [8-212](#)/1.
6. Prise en considération de propositions.
 - a. Vote nominatif sur le projet de loi spéciale modifiant l'article 479 du Code d'instruction criminelle et relatif à la mise en concordance de la loi spéciale du 25 juin 1998 réglant la responsabilité pénale des membres des gouvernements de communauté ou de région avec le Code pénal du 29 février 2024, no [8-215](#)/1.
 - b. Vote nominatif sur le projet de loi spéciale spéciale relatif à la mise en concordance de dispositions légales diverses en vigueur avec le Code pénal du 29 février 2024 ([56 1521](#)/001).
 - c. Vote nominatif sur le rapport d'information relatif au développement de réseaux express de covoiturage transrégionaux et transfrontaliers, no [8-161](#)/1.
 - d. Scrutin pour la nomination d'un membre non-magistrat du Conseil supérieur de la Justice, no [8-212](#)/1.

Réunions de commission

6/7/2026

Bureau

Commission des Affaires institutionnelles

Réunion à huis clos

1. Nomination d'un membre non-magistrat du Conseil supérieur de la Justice, no [8-212](#)/1. Audition des candidats.

Réunion publique

2. Projet de loi spéciale modifiant l'article 479 du Code d'instruction criminelle et relatif à la mise en concordance de la loi spéciale du 25 juin 1998 réglant la responsabilité pénale des membres des gouvernements de communauté ou de région avec le Code pénal du 29 février 2024, no [8-215/1](#).

3. Projet de loi spéciale relatif à la mise en concordance de dispositions légales diverses en vigueur avec le Code pénal du 29 février 2024, no [8-219/1](#).

Commission des Matières transversales - Compétences régionales

1. Établissement d'un rapport d'information relatif au développement de réseaux express de covoiturage transrégionaux et transfrontaliers, no [8-161/1](#).

2. Établissement d'un rapport d'information afin de lutter plus efficacement contre les nuisances et incivilités dans l'espace public, no [8-160/1](#).

Audition de :

- Mme Mathilde Wargnies, attachée Politique de lutte contre la pauvreté et cohésion urbaine, et M. Julien Van Waes, médiateur SAC pour la zone de police Uccle/Watermael-Boitsfort/Auderghem, représentants du SPP Intégration sociale ;
- Mme Sarah Goffin, représentante de l'Union royale des juges de paix et de police.

3. Ordre des travaux.

7/7/2026

Comité d'avis fédéral chargé des questions européennes

Les priorités de la présidence irlandaise du Conseil de l'Union européenne. Échange de vues avec M. Kevin Conmy, ambassadeur d'Irlande auprès du Royaume de Belgique.

Dokument Nr. [8-218](#) 01.07.2026

Demande d'établissement d'un rapport d'information sur la lutte contre la solitude

Visite du président du Bundesrat au Sénat 2/07/2026

Andreas Bovenschulte, président du Bundesrat allemand, a été reçu le jeudi 2 juillet 2026 par M. Vincent Blondel, président du Sénat. Les sénateurs

Andries Gryffroy et Liesa Scholzen participaient aussi à cette rencontre. ... [lire plus](#)



Parlement de Wallonie

Dokument Nr. [611](#) 29.06.2026

Proposition de décret insérant un Titre V/1 relatif aux zones de protection contre les inondations dans le Code du Développement territorial, déposée par Mme Dejardin, M. Devin, Mme Özen, MM. Lefèbre, Crampont et Mme Morreale (Doc. 611 (2025-2026) N° 1)



Vlaams Parlement

Dokument Nr. [930](#) (2025-2026) nr. 1 01.07.2026

Voorstel van decreet tot wijziging van artikel 47, 3°, van het decreet van 22 december 2017 over het lokaal bestuur, wat betreft de invoering van een cumulatieverbod tussen het mandaat van parlements lid en een lokaal uitvoerend mandaat

Dokument Nr. [926](#) (2025-2026) nr. 1 01.07.2026

Voorstel van resolutie over het uitzonderlijke karakter van de tijdelijke uitbreiding van de Vlaamse Regering, de democratische legitimiteit van de minister zonder portefeuille en de nood aan volledige transparantie over de daaraan verbonden vergoedingsregeling

Dokument Nr. [925](#) (2025-2026) nr. 1 01.07.2026

Ontwerp van decreet over de subsidiëring van stages bij multilaterale organisaties

Dokument Nr. [924](#) (2025-2026) nr. 1 01.07.2026

Ontwerp van decreet tot wijziging van het decreet van 8 juli 2022 over de werk- en zorgtrajecten

Dokument Nr. [923](#) (2025-2026) nr. 1 01.07.2026

Voorstel van resolutie over het vrijwaren van het recht op vreedzaam protest en het versterken van democratische grondrechten

Dokument Nr. [922](#) (2025-2026) nr. 1 30.06.2026

Conceptnota voor nieuwe regelgeving over het gericht aantrekken van buitenlands talent als sluitstuk tegen krapte op de arbeidsmarkt

Dokument Nr. [920](#) (2025-2026) nr. 1 29.06.2026

Nota van de Vlaamse Regering Gezondheidsdoelstelling 'Gezonde Generatie 2026-2035'

Wat werd er beslist in de plenaire vergadering van 1 juli?

06 juli 2026

Het Vlaams Parlement komt wekelijks samen in de plenaire vergadering. Wat stond er op de agenda? Eerst stelden de volksvertegenwoordigers hun [actuele vragen](#) aan de ministers. Daarna werd er gestemd over vijf ontwerpen van decreet en twee voorstellen van resolutie.

Vervangende minimumdoelen in het basisonderwijs

Het Vlaams Parlement keurde een ontwerp van decreet goed over vervangende minimumdoelen in het basisonderwijs.

Het gaat over minimumdoelen voor onder meer Nederlands, wiskunde, wetenschap en techniek, aardrijkskunde, geschiedenis, muzische vorming, ICT en attitudes. Het ontwerp kwam er op initiatief van de Federatie Steinerscholen Vlaanderen vzw.

Wijzigingen aan de elektriciteitsmarkt

Het Vlaams Parlement keurde ook een ontwerp van decreet goed dat het Energiedecreet en het decreet over de Vlaamse Nutsregulator wijzigt.

Het decreet voert Europese regelgeving uit over de verbetering van de opzet van de elektriciteitsmarkt en over noodleveranciers.

Onderwijs in gemeenschapsinstellingen

Daarnaast keurde het Vlaams Parlement een ontwerp van decreet goed dat verschillende decreten wijzigt over het onderwijs in gemeenschapsinstellingen.

Het gaat om gemeenschapsinstellingen die zijn opgericht ter uitvoering van het jeugddelinquentie-recht.

Afwijkingen bij defensiegerelateerde uitzonderingssituaties

Het Vlaams Parlement keurde een ontwerp van decreet goed over afwijkingen op de omgevingsvergunningsplicht, de omgevingsmelding en andere toelatingen.

Die afwijkingen gelden in geval van een defensiegerelateerde uitzonderingssituatie.

Uitrol van gigabitnetwerken

Het Vlaams Parlement keurde ook een ontwerp van decreet goed dat verschillende regelingen wijzigt voor de uitvoering van een Europese verordening.

Die verordening gaat over maatregelen om de kosten van de uitrol van elektronische communicatienetwerken met gigabitsnelheden te verlagen.

Leegstand in assistentiewoningen terugdringen

Het Vlaams Parlement keurde een voorstel van resolutie goed over het voorkomen en terugdringen van leegstand in assistentiewoningen.

Kwaliteitsversterking van zomerscholen

Tot slot keurde het Vlaams Parlement een voorstel van resolutie goed over de kwaliteitsversterking en de verdere uitbouw van zomerscholen in Vlaanderen.

In onze terugblik op de plenaire vergadering bespreken we enkel ontwerpen en voorstellen van decreet en voorstellen van resolutie die werden goedgekeurd. Het volledige verslag van de plenaire vergadering vind je [hier](#).

Hoe kunnen we ouderenmis(be)handeling in Vlaanderen nog beter aanpakken?

03 juli 2026

Naar aanleiding van de Internationale Dag tegen Ouderenmishandeling werden cijfers bekendgemaakt over ouderenmishandeling in Vlaanderen: in 2025 waren er in totaal 1562 meldingen, zo'n 30 per week. Het gaat vaak over psychisch geweld, maar ook financieel misbruik, fysieke mishandeling en verwaarlozing. ... [verder lezen](#)



**Parlement de la Fédération
Wallonie-Bruxelles**

Dokument Nr. [299](#) (2025-2026) 02.07.2026

Projet de décret modifiant certaines dispositions organisant l'enseignement spécialisé et portant diverses dispositions urgentes en matière d'enseignement

Dokument Nr. [298](#) (2025-2026) 01.07.2026

Projet de décret portant modification du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire tel que modifié par le décret du 16 mai 2024 portant sur les exclusions définitives et instituant des chambres inter-réseaux compétentes pour connaître des recours à l'égard des décisions d'exclusion définitive

Dokument Nr. [297](#) (2025-2026)**01.07.2026**

Projet de décret portant modification du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire, du décret du 31 mars 2022 portant création du dossier d'accompagnement de l'élève (DAccE), et du décret du 16 mai 2024 relatif à la réduction du décrochage scolaire et à la lutte contre l'absentéisme des élèves

Dokument Nr. [296](#) (2025-2026)**30.06.2026**

Projet de décret modifiant le décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études et remplaçant ses annexes

**Parlement de la Région de
Bruxelles-Capitale (PRB)****Dokument Nr. Fiche [A-310/1-25/26](#)****01.07.2026**

Proposition de décision visant à modifier la décision du 5 juin 2026 instituant une commission d'enquête parlementaire sur les irrégularités au sein du Foyer anderlechtois.

Dokument Nr. Fiche [A-307/1-25/26](#)**23.06.2026**

Proposition d'ordonnance modifiant certaines dispositions du Code bruxellois de l'aménagement du territoire et instaurant la «déclaration libératoire unique urbanistique».

Dokument Nr. Fiche [A-306/1-25/26](#)**23.06.2026**

Proposition d'ordonnance modifiant le Code bruxellois de l'aménagement du territoire (CoBAT) en vue de modifier la composition et le fonctionnement de la Commission régionale de développement ainsi que certaines modalités de fonctionnement de la Commission Royale des Monuments et des Sites.

Neues aus den Regierungen



Mitteilung vom 07.07.2026

Le délai de la déclaration fiscale approche : 1.691.708 Belges ont déjà complété leur déclaration en ligne

Une semaine avant la fin du délai pour les déclarations fiscales, 1.691.708 citoyens ont complété leur déclaration fiscale sur MyMinfin. Celles et ceux qui ne l'ont pas encore fait, soit environ un demi-million de citoyens, recevront un email de rappel du SPF Finances ces jours-ci.

Résultats de l'adjudication de certificats de Trésorerie du 07 juillet 2026

L'Agence fédérale de la Dette communique qu'elle a accepté les offres à l'adjudication de certificats de Trésorerie de ce jour pour un montant total de EUR 3.315 milliards. Ce montant est réparti sur les lignes de la façon suivante :

ISIN Code : BE0312817894 - 15/10/2026
Montant accepté (EUR milliards) : 1.504
Rend. moyen pondéré: 2.362%
Bid-to-cover ratio : 1.80

ISIN Code : BE0312826010 - 08/07/2027
Montant accepté (EUR milliards) : 1.811
Rend. moyen pondéré: 2.564%
Bid-to-cover ratio : 1.76

Pour plus de détails, voir les pages Refinitiv BELG/TC ou Bloomberg BEDA - TC Auctions - Results.

Grands événements estivaux : la DGTA rappelle les règles applicables aux drones

À l'approche de la saison des grands événements estivaux, tels que Rock Werchter, les Gentse Feesten, la Fête nationale, Tomorrowland, The Tall Ships Races ou encore le Grand Prix de Formule 1 de Spa-Francorchamps, la Direction générale du Transport aérien (DGTA) rappelle que l'utilisation de drones est soumise à des règles strictes. Ces mesures visent à garantir la sécurité du public, à protéger l'espace aérien et à permettre le bon déroulement des événements. Des contrôles ciblés seront menés afin d'assurer le respect de cette réglementation.

Dépistage sanguin des PFAS : pas de valeur ajoutée clinique, même chez les femmes enceintes ou allaitantes et dans les métiers à risque

Le dosage sanguin des PFAS ne présente pas actuellement d'utilité clinique, même chez les femmes enceintes/allaitantes et chez les personnes exposées à ces polluants dans le cadre de leur travail. De nombreuses incertitudes subsistent en effet quant aux risques de santé associés aux PFAS, et quant aux seuils de concentration à partir desquels ces risques augmenteraient. En outre, aucun traitement n'est disponible pour les personnes qui présentent des taux de PFAS élevés. Des recherches plus ciblées sont donc nécessaires, en particulier dans ces groupes vulnérables. C'est la conclusion d'une nouvelle étude du Centre Fédéral des Soins de Santé (KCE).

Mitteilung vom 03.07.2026

Conseil des ministres du 3 juillet 2026

Le Conseil des ministres a eu lieu selon la procédure électronique le vendredi 3 juillet 2026, sous la présidence du Premier ministre Bart De Wever.

Le Conseil des ministres a pris les décisions suivantes :

Marché public pour l'organisation de quatre éditions d'un événement dans le cadre de la Fête nationale

Sur proposition du Premier ministre Bart De Wever, le Conseil des ministres a marqué son accord sur le lancement d'un marché public pour l'organisation de quatre éditions d'un événement public dans le cadre de la Fête nationale, ainsi que pour son financement.

Modifications relatives au Centre pour la Cybersécurité

Sur proposition du Premier ministre Bart De Wever et du ministre de la Sécurité et de l'Intérieur Bernard Quintin, le Conseil des ministres a approuvé un projet d'arrêté royal prévoyant le transfert du Centre pour la cybersécurité (CCB) sous l'autorité du ministre de la Sécurité et de l'Intérieur et la désignation du CCB en tant que cyberpôle national.

Financement complémentaire du Conseil d'État

Sur proposition du ministre de la Sécurité et de l'Intérieur Bernard Quintin, le Conseil des ministres a marqué son accord sur un financement complémentaire du Conseil d'État à charge de la provision « Renforcement des services de sécurité et politique de retour ».

Modifications relatives aux procédures de sélection pour certaines fonctions au sein du SPF Justice et du SPF Intérieur

Le Conseil des ministres a approuvé un projet d'arrêté royal permettant au SPF Intérieur et au SPF Justice de recourir à des procédures de sélection qualitatives, efficaces et rapides afin de répondre à leurs besoins urgents en personnel chargé des fonctions liées à la capacité décisionnelle en matière d'asile et à la chaîne d'éloignement, ainsi que des missions spécifiques au sein des prisons.

Marché public relatif aux services d'interprétation simultanée

Sur proposition du ministre des Affaires sociales Frank Vandenbroucke, le Conseil des ministres a marqué son accord sur la passation d'un marché public relatif aux services d'interprétation simultanée pour les différents services du SPF Sécurité sociale et d'autres institutions fédérales, ainsi que sur la location de matériel d'interprétation.

Marché public pour le SPF Mobilité et Transports

Sur proposition du ministre de la Mobilité et des Transports Jean-Luc Crucke, le Conseil des ministres a marqué son accord sur l'attribution d'un marché public concernant la production et la délivrance de plaques et des certificats d'immatriculation pour le compte du SPF Mobilité et Transports.

Formation des membres du personnel de l'Office des étrangers - Deuxième lecture

Sur proposition du ministre de la Sécurité et des Affaires intérieures, Bernard Quintin, et de la ministre de l'Asile et la Migration, Anneleen Van Bossuyt, le Conseil des ministres a approuvé en deuxième lecture un projet d'arrêté royal fixant les modalités et le contenu de la formation que les agents escorteurs de l'Office des étrangers (OE) doivent suivre pour pouvoir effectuer des missions d'escorte par voie aérienne

Changement de nom de la Centrale Générale des Syndicats Libéraux de Belgique

Sur proposition du ministre de l'Emploi David Clarinval, le Conseil des ministres a approuvé un projet d'arrêté royal ayant pour objet de modifier la dénomination de la Centrale Générale des Syndicats Libéraux de Belgique au sein du Conseil National du Travail pour la remplacer par SYNOVA.

Prolongement de l' « Industrial Participation Agreement » dans le cadre du programme F35

Sur proposition du ministre de l'Économie David Clarinval, le Conseil des ministres a marqué son accord sur la prolongation de l' « Industrial Participation Agreement » entre les autorités belges et le

fabricant d'avions Lockheed Martin dans le cadre du programme F-35.

Dispositions diverses en matière d'économie

Sur proposition du ministre de l'Économie David Clarinval, le Conseil des ministres a approuvé un avant-projet de loi prévoyant des modifications aux livres I, VI, VII, XI, XV et XVII du Code de droit économique, ainsi que des modifications de lois ayant une incidence sur l'économie.

Dotation d'équilibre pour les travailleurs salariés et les travailleurs indépendants en 2025 et 2026

Sur proposition du ministre des Affaires sociales Frank Vandenbroucke et de la ministre des Indépendants Éléonore Simonet, le Conseil des ministres a approuvé deux projets d'arrêté royal fixant, d'une part, les montants définitifs de la dotation d'équilibre pour 2025 dans le régime des travailleurs salariés et dans le régime des travailleurs indépendants, et modifiant, d'autre part, les montants pour 2026.

Transposition de la directive européenne relative aux sociétés

Le Conseil des ministres a approuvé un avant-projet de loi transposant la directive européenne 2024/2810 relative au droit de vote multiple dans les sociétés, ainsi que l'article 2, point 5), de la directive européenne 2025/25 relative au contrôle préalable de l'acte constitutif et des modifications des statuts des sociétés.

Actualisation de la législation relative aux sanctions administratives communales (SAC)

Sur proposition du ministre de la Sécurité et de l'Intérieur Bernard Quintin, le Conseil des ministres a approuvé un projet d'arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 21 décembre 2013 relatif aux sanctions administratives communales (SAC).

Maintien du financement de la médiation SAC

Sur proposition de la ministre de l'Intégration sociale Anneleen Van Bossuyt, le Conseil des ministres a approuvé un projet d'arrêté royal et un projet d'arrêté ministériel portant octroi d'une subvention à certaines villes et communes pour la mise en œuvre de la médiation des sanctions administratives communales (SAC) en 2026 et 2027.

Possibilité de recherche privée dans le cadre de l'enquête sociale des CPAS

Sur proposition de la ministre de l'Intégration sociale Anneleen Van Bossuyt, le Conseil des ministres a approuvé un avant-projet de loi autorisant à déléguer une partie de l'enquête sociale à des entreprises de recherche privée dans le cadre de suspicion de fraude.

Dispositions diverses en matière de protection des consommateurs

Sur proposition du ministre de la Protection des consommateurs Rob Beenders, le Conseil des ministres a approuvé un avant-projet de loi portant dispositions diverses en matière de protection des consommateurs.

Marché public pour l'analyse et le contrôle des produits pétroliers

Sur proposition du ministre de l'Énergie Mathieu Bihet, le Conseil des ministres a marqué son accord sur la passation d'un marché public relatif à l'analyse et au contrôle systématiques de la qualité des produits pétroliers.

Marché public relatif à la fourniture d'expertise juridique pour BE-WATT

Sur proposition du ministre de l'Énergie Mathieu Bihet, le Conseil des ministres a marqué son accord sur la passation d'un marché public relatif à la fourniture d'expertise juridique dans le cadre de la réalisation de l'ensemble des tâches du service administratif à comptabilité autonome BE-WATT.

Assentiment à divers accords multilatéraux relatifs à l'échange de renseignements

Sur proposition du ministre des Affaires étrangères Maxime Prévot, le Conseil des ministres a approuvé quatre avant-projets de loi portant assentiment à quatre accords multilatéraux.

Résultats de l'adjudication ORI Facility du 03 juillet 2026

Communiqué de presse de l'Agence fédérale de la Dette

L'Agence fédérale de la Dette communique qu'elle a accepté les offres à l'adjudication de ce jour pour un montant total de EUR 0.508 milliard. Ce montant est réparti sur les lignes de la façon suivante :

OLO 3.00% 22/06/2033 (OLO 97)
ISIN Code : BE0000357666 - 22/06/2033
Montant accepté (EUR milliards) : 0.408
Rend. moyen pondéré: 3.137%
Bid-to-cover ratio : 2.63

OLO 1.45% 22/06/2037 (OLO 84)
ISIN Code : BE0000344532 - 22/06/2037
Montant accepté (EUR milliards) : 0.100
Rend. moyen pondéré: 3.580%
Bid-to-cover ratio : 2.30

Pour plus de détails, voir les pages Refinitiv BELG/ORI ou Bloomberg BEDA - Capital Market - OLO Optional Reverse Inquiry - Results

Lutte contre les violences de genre en ligne : l'Institut obtient le statut de signaleur de confiance

Bruxelles, 3 juillet 2026 — L'Institut pour l'égalité des femmes et des hommes vient d'obtenir le statut de signaleur de confiance (trusted flagger) reconnu dans le cadre du Digital Services Act (DSA). Grâce à cette désignation officielle, l'Institut peut désormais faire traiter en priorité ses signalements par les plateformes en ligne et ainsi renforcer son action contre la diffusion non consentie de contenus intimes et d'autres formes de violences fondées sur le genre dans l'espace numérique.

Mitteilung vom 02.07.2026

Communiqué de presse Risk Management Group : chiffres provisoires relatifs à la surmortalité durant la vague de chaleur

À la suite de la vague de chaleur observée en Belgique, une forte surmortalité a pu être observée sur l'ensemble du territoire.

D'après des données préliminaires, la Belgique a enregistré une surmortalité de 39% (+1222 décès supplémentaires) entre le jeudi 18 juin et le lundi 29 juin.

OLO Optional Reverse Inquiry (ORI) facilité du 03 juillet 2026

Communiqué de presse de l'Agence fédérale de la Dette

L'Agence fédérale de la Dette communique que les 2 lignes d'OLO suivantes seront adjudgées le vendredi 03 juillet 2026 pour un montant maximum de EUR 500 millions :

1.
Dénomination : OLO 3.00% 22/06/2033
Code ISIN : BE0000357666
Numéro OLO : OLO 97
Encours : EUR 22 591 000 000.00

2.
Dénomination : OLO 1.45% 22/06/2037
Code ISIN : BE0000344532
Numéro OLO : OLO 84
Encours : EUR 7 774 000 000.00

La date de paiement est fixée au 07 juillet 2026.

Attention à ce que vous glissez dans votre valise ! Tous les souvenirs n'y trouvent pas leur place ...

Un fruit exotique, une spécialité locale, des produits alimentaires ou quelques graines rapportés comme souvenir de vacances ? Alors que la saison estivale bat son plein, les Douanes et l'AFSCA rappellent que les denrées alimentaires et certains produits d'origine animale et végétale rapportés de

pays hors Union européenne, peuvent introduire des maladies animales ou des organismes nuisibles susceptibles de mettre en péril la santé publique, l'agriculture, l'environnement et la sécurité de la chaîne alimentaire.

8.000 cambriolages pendant les vacances d'été : conseils de prévention pour partir l'esprit tranquille

Alors que des milliers de Belges s'apprêtent à quitter leur domicile pendant les vacances d'été, le Service public fédéral Intérieur appelle à la vigilance. Entre juillet et septembre 2025, 8001 cambriolages dans des habitations ont été recensés en Belgique soit près de 25% de tous les cambriolages de l'année. Un chiffre qui rappelle l'importance d'adopter quelques gestes simples avant de boucler sa valise.

Une perspective de terrain pour mieux anticiper les besoins futurs en médecins généralistes

Anticiper l'offre et les besoins futurs en prestataires de soins est essentiel pour garantir l'accessibilité et la qualité du système de santé de demain. C'est toutefois aussi un exercice extrêmement complexe qui fait intervenir de très nombreux facteurs, dont l'évolution reste parfois très incertaine. Pour aider la Commission de planification – offre médicale à affiner ses projections à long terme pour la force de travail future en médecine générale, le Centre Fédéral d'Expertise des Soins de Santé (KCE) a formulé, en étroite collaboration avec les généralistes eux-mêmes, des hypothèses alternatives pour plusieurs paramètres. Pour ce faire, plusieurs futurs possibles ont été développés sous la forme de scénarios susceptibles d'influencer certains paramètres du modèle de la Commission de planification. Des valeurs alternatives correspondant à ces différents futurs ont ensuite été définies pour chacun de ces paramètres. À la Commission de planification, à présent, de les utiliser pour réaliser des calculs alternatifs du nombre de généralistes nécessaire dans les années à venir.



Belgische Nationalbank

Die Belgische Nationalbank veröffentlicht ihren Bericht 2026 über Finanzmarktinfrastrukturen (FMI) und Zahlungsdienstleister

3 Jul 2026 - 14:30

Als wesentliche Bestandteile des Finanzsystems ist ihre Widerstandsfähigkeit entscheidend für die Finanzstabilität, insbesondere vor dem Hintergrund sich ständig verändernder Bedrohungen.

... [weiter lesen](#) (fr)

Le retour gagnant de l'Europe du Sud : le point sur la reprise économique et budgétaire en Espagne, au Portugal et en Grèce

2 juill 2026 - 10:00

L'Espagne, le Portugal et la Grèce ont récemment surpassé les économies du cœur de la zone euro sur les plans tant de la croissance économique que des finances publiques. Ils ont considérablement réduit leurs déficits budgétaires, la Grèce et le Portugal affichant même un excédent, ce qui place leur ratio de dette publique sur une trajectoire clairement descendante. Il s'agit là d'un revirement remarquable compte tenu des retombées économiques qu'ont eues sur ces pays la crise financière mondiale et la crise de la dette souveraine qui en a découlé dans la zone euro. Cet article évalue comment et dans quelle mesure ces trois pays ont surmonté des déséquilibres économiques qui se sont accumulés jusqu'à la crise et compare leurs performances depuis 2007 à celles de la Belgique et d'un groupe de quatre économies du cœur de la zone euro (à savoir l'Allemagne, la France, les Pays-Bas et la Belgique). ... [lire plus](#)



Vlaamse Regering

Ministerraad via elektronische procedure van 06 juli 2026

- Nota aan het Overlegcomité: 'Validatie en indiening van het Belgische Sociaal Klimaatplan'

Ministerraad van 03 juli 2026

- Gebouwen- en Adressenregister (GRAR): voorontwerp van decreet
- Toevoegen van projectpartners superstrategisch STRES-project BelgHyCoHD
- Regeling Vlaams Mandatensysteem en Vlaams Kenmerkenregister: voorontwerp van wijzigingsdecreet
- Bijkomende toelage Vlaams Instituut voor de Zee (VLIZ): herverdeling provisioneel krediet
- Vlaams Beleidsplan AI, Luik Opleidingen: oproepdocument selectie vernieuwd Vlaams Kenniscentrum AI-Opleidingen
- Eén samenhangende en inclusieve hoofdloketstrategie (E-loketondernemers, het Verenigingsloket, Mijn Burgerprofiel en het Loket voor lokale besturen)
- Flanders Make VZW: vervanging regeringscommissarissen
- Strategie ruimte voor pijpleidingen: opstart twee geïntegreerde planprocessen voor opmaak

- van GRUP en actieprogramma voor leidingcorridors
- Toekenning tijdelijke afwijking op principes regioconform samenwerken aan projectvereniging UiTPAS Dender
- Visienota 'Actieplan Warmtepompen 2030'
- Herverdeling provisioneel krediet: actieplan Energie-Efficiëntie
- Wijziging energielening Cultuur en Jeugd, en nieuwe samenwerkingsovereenkomst tussen Departement Cultuur, Jeugd en Media en PMV-Standaardleningen nv
- Stichting Vosberg: wijziging besluit steun renovatie en inrichting Passionistenklooster in Wezembeek-Oppem
- Inwerkingtreding artikel 25, 26, 27 van het decreet diverse fiscale bepalingen: jobbonus en invordering van niet-fiscale schuldvorderingen
- Uitvoering decreet over het stelsel van loopbaankrediet
- Afwijking multisectoraliteit scholengemeenschappen 'Steinerscholen Secundair Onderwijs' en 'GIB/GITOK'
- Bekwaamheidsbewijzen, salarisschalen en bezoldigingsregeling basisonderwijs en buitengewoon onderwijs: wijzigingsbesluit
- Vastleggen lijst bacheloropleidingen met een starttoets
- Themazetting voor projecten van het onderwijskundig beleids- en praktijkgericht wetenschappelijk onderzoek (OBPWO) in 2026
- Subsidie organisatie integrale en multidisciplinaire lokale ketenaanpak jeugddelinquentie
- Wijziging besluit regels spelling en spraakkunst Nederlandse taal: verschuiving wettelijke status woordenlijst
- Wijziging oprichtingsdecreet Adviescommissie voor Voorzieningen van Welzijn, Volksgezondheid en Gezin en (Kandidaat-)pleegzorgers
- Kwaliteitszorg van voorzieningen van personen met een handicap: wijzigingsbesluit
- Mozaïekbesluit Welzijn, Volksgezondheid en Gezin (WVG): wijziging regelgeving
- Wijziging subsidiebesluit begeleiding, ondersteuning en uitvoering traject intersectorale langdurige zorg: benaming partnerorganisatie en looptijd
- Integrale jeugdhulp: aanpassing regelgeving clientorganisaties, cliëntenforum en beleidsevaluatierapport
- Subsidie hervormingstraject samenwerkingsverbanden palliatieve zorg, Samenwerkingsverband netwerken palliatieve zorg (Project 15), multidisciplinaire begeleidingsequipes palliatieve zorg en vzw LEIF
- Wijziging besluit werkingssubsidies kunstinstellingen periode 2023-2027: ASOBV vzw
- Centrum voor Kankeropsporing: correctie subsidie Vlaamse bevolkingsonderzoeken naar kanker
- Centra voor ontwikkelingsstoornissen: projectsubsidie tijdelijke capaciteitsuitbreiding
- Wijziging regeling infrastructuur voor persoonsgebonden aangelegenheden: personen met een handicap
- Afbakening regionale zorgzones en wijziging bijlage decreet over indeling in zorgregio's
- Projectoproep Blue Deal Circulair Water hergebruik effluent rioolwaterzuiveringsinstallaties: verlenging uitvoeringstermijn twee projecten
- Voorlopige vaststelling gewestelijk ruimtelijk uitvoeringsplan 'Onderstation op de hoogspanningslijn tussen Massenhoven en Van Eyck'
- Voorlopige vaststelling ontwerp van gewestelijk ruimtelijk uitvoeringsplan 'Bestendiging en ontwikkeling historisch gegroeid bedrijf Agristo'
- Voorlopige vaststelling ontwerp van gewestelijk ruimtelijk uitvoeringsplan 'Uitbreiding Vandersanden Steenfabrieken in Bilzen-Hoeselt'
- Verzamelbesluit Omgeving; technische en juridisch-technische aanpassingen aan verschillende besluiten beleidsdomein Omgeving
- Voorlopige vaststelling compensatieperceel bij speciale beschermingszone 'Mangelbeek en heide- en vengebieden tussen Houthalen en Gruitrode'
- Verlenging openbare dienstverplichting aangepast vervoer personen met een handicap of een ernstig beperkte mobiliteit tot en met 31 december 2027
- Una Via regeling rijbewijs voor voertuigen: praktijk en theorie in zelfde gewest
- Bijlage FM Frequentieplan geactualiseerd
- Vaststelling digitaal landelijk en lokaal frequentieplan radio-omroeporganisaties
- Bekrachtiging en afkondiging decreet dat diverse decreten wijzigt over het onderwijs in de gemeenschapsinstellingen die ter uitvoering van het jeugddelinquentierecht zijn opgericht
- Bekrachtiging en afkondiging decreet tot omzetting Europese richtlijn 'Electricity market design 5' (EMD5) over de verbetering van de opzet van de elektriciteitsmarkt en noodleveranciers
- Bekrachtiging en afkondiging decreet over vervangende minimumdoelen Federatie Steinerscholen Vlaanderen vzw
- Bekrachtiging en afkondiging decreet met afwijkingen op de omgevingsvergunningplicht, omgevingsmelding en andere toelatingen in geval van een defensiegerelateerde uitzonderingssituatie

- Bekräftigung en afkondiging decreet over het verlagen van de kosten voor de uitrol van elektronische communicatienetwerken met gigabit-snelheden (Europese gigabitinfrastructuurverordening)
- Mededelingen

Ministerraad - Plan Vlaamse Veerkracht van 03 juli 2026

- Kapitaalverhoging van PMV met middelen uit de Vlaamse bijdrage aan het Nationaal Plan voor Herstel en Veerkracht
-

Europa und regionale Zusammenarbeit



Europäischer Rat Rat der Europäischen Union

Schwerpunkte der irischen EU-Ratspräsidentschaft

Die Republik Irland übernimmt ab dem 1. Juli 2026 die Europäische Ratspräsidentschaft. Ihre Prioritäten richten sich nach drei Schwerpunkten: Wettbewerbsfähigkeit, Werte und Sicherheit.

... [weiter lesen](#)



Europäische Kommission

Die Europäische Kommission genehmigt den 4. Zahlungsantrag Belgiens im Rahmen von NextGeneration EU

Die Europäische Kommission hat heute den vierten Zahlungsantrag Belgiens in Höhe von 567 Mio. EUR im Rahmen der Aufbau- und Resilienzfazilität, dem Herzstück von NextGenerationEU, positiv bewertet. Der Zahlungsantrag betrifft Reformen und Investitionen in den Bereichen grüner und digitaler Wandel, Mobilität, allgemeine und berufliche Bildung sowie Wohnraum. ... [weiter lesen](#)

Belgisches Staatsblatt



N. 144 vom 02. Juli 2026 (s. Anlage)

Ministerium der Deutschsprachigen Gemeinschaft
14. September 2023 - **Erlass der Regierung zur Abänderung des Erlasses der Regierung vom 19. Oktober 2017 zur Ausführung des Dekrets vom 23. Januar 2017 zur Förderung des Tourismus in Bezug auf die allgemeinen und spezifischen Betriebsbedingungen für touristische Unternehmungen sowie deren Einstufung** - Erratum, S. [35313](#).

N. 146 vom 03. Juli 2026 (s. Anlage)

Ministerium der Deutschsprachigen Gemeinschaft
5. Februar 2026 - **Erlass der Regierung zur Abänderung verschiedener Bestimmungen im Seniorenbereich**, S. [35945](#).

Deutsche Übersetzungen

N. 144 vom 02. Juli 2026

Föderaler Öffentlicher Dienst Inneres
11. Juli 2023 - **Gesetz zur Festlegung verschiedener Bestimmungen im Bereich Gesundheit** - Deutsche Übersetzung, S. [35244](#).

Föderaler Öffentlicher Dienst Inneres
11. März 2026 - **Gesetz zur Durchführung der Verordnung (EU) 2024/1309 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 29. April 2024 über Maßnahmen zur Reduzierung der Kosten des Aufbaus von Gigabit-Netzen für die elektronische Kommunikation, zur Änderung der Verordnung (EU) 2015/2120 und zur Aufhebung der Richtlinie 2014/61/EU (Gigabit-Infrastrukturverordnung)** - Deutsche Übersetzung, S. [35262](#).

Föderaler Öffentlicher Dienst Inneres
24. April 2026 - **Gesetz zur Einfügung einer neuen Tarifleitlinie in das Gesetz vom 29. April 1999 über die Organisation des Elektrizitätsmarktes** - Deutsche Übersetzung, S. [35264](#).

14. SEPTEMBER 2023 — Erlass der Regierung zur Abänderung des Erlasses der Regierung vom 19. Oktober 2017 zur Ausführung des Dekrets vom 23. Januar 2017 zur Förderung des Tourismus in Bezug auf die allgemeinen und spezifischen Betriebsbedingungen für touristische Unternehmungen sowie deren Einstufung — Erratum

Im *Belgischen Staatsblatt* vom 17. Mai 2024, Seiten 63332 bis 63335, wird die französische Übersetzung des vorgenannten Erlasses, mit Ausnahme der Anlage, durch den folgenden Text ersetzt.

5. FEBRUAR 2026 — Erlass der Regierung zur Abänderung verschiedener Bestimmungen im Seniorenbereich

Die Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft,

Aufgrund des Dekrets vom 13. Dezember 2018 über die Angebote für Senioren und Personen mit Unterstützungsbedarf sowie über die Palliativpflege, Artikel 6 Absatz 3, Artikel 32 § 2 Absatz 2 Nummern 3 und 9, Artikel 35 Absatz 3 und Artikel 100 § 2 Absatz 5, ersetzt durch das Dekret vom 8. Mai 2024;

Aufgrund des Erlasses der Regierung vom 29. Februar 2024 zur Festlegung von Mindestpersonalnormen in Wohn- und Pflegezentren;

Aufgrund des Erlasses der Regierung vom 6. Juni 2024 zur Festlegung gewisser Finanzierungsmodalitäten der Wohn- und Pflegezentren für Senioren für die Jahre 2024 bis 2029;

Aufgrund des Gutachtens des Beirats für Seniorenunterstützung vom 29. September 2025;

Aufgrund des Gutachtens des Finanzinspektors vom 18. November 2025;

Aufgrund des Einverständnisses des Ministerpräsidenten zuständig für den Haushalt vom 18. November 2025;

Aufgrund des Gutachtens Nr. 78.632/16 des Staatsrates, das am 6. Januar 2026 in Anwendung von Artikel 84 § 1 Absatz 1 Nummer 2 der koordinierten Gesetze über den Staatsrat vom 12. Januar 1973 abgegeben wurde;

Auf Vorschlag des für die Seniorenpolitik zuständigen Ministers;

Nach Beratung,

Beschließt

Artikel 1 - Artikel 1 des Erlasses der Regierung vom 29. Februar 2024 zur Festlegung von Mindestpersonalnormen in Wohn- und Pflegezentren für Senioren wird wie folgt abgeändert:

1. In Nummer 15 Buchstabe *a*) wird das Wort „Bachelor“ durch die Wortfolge „Krankenpfleger: Bachelor“ ersetzt.

2. In Nummer 16 Buchstabe *b*) wird nach dem Wort „Ergotherapeuten“ ein Semikolon eingefügt.

3. In Nummer 17 wird das Wort „welches“ durch das Wort „das“ ersetzt und der Punkt am Ende des Satzes wird durch ein Semikolon ersetzt.

4. Folgende Nummern 18 bis 20 werden eingefügt:

„18. Führungspersonal:

a) Leiter der Wohn- und Pflegezentren für Senioren;

b) Personalmitglieder, die eine untergeordnete Leitungsfunktion im Sinne von Artikel 13.3 des Erlasses vom 22. Juni 2001 zur Festlegung der Bemessungsgrundlagen für Personalzuschüsse im Sozial- und Gesundheitsbereich ausüben;

19. Begleitpersonal und unterstützendes Personal:

a) Alltagsbegleiter;

b) Raumpfleger;

c) Organisationsmitarbeiter;

d) Verwaltungspersonal;

e) Küchenpersonal und Servicepersonal.

20. Vollzeitäquivalenz (VZÄ): rechnerische Bezugsgröße zur Ermittlung des Arbeitszeitumfangs von Beschäftigten im Verhältnis zu einer Vollzeitstelle, wobei ein VZÄ einer wöchentlichen Arbeitszeit von 38 Stunden entspricht.“

Art. 2 - In Artikel 4 Absatz 2 Nummer 2 desselben Erlasses wird der Punkt am Ende des Satzes durch ein Semikolon ersetzt.

Art. 3 - In Artikel 6 desselben Erlasses wird die Wortfolge „den Kapiteln 2 und 3“ durch die Wortfolge „Kapitel 2“ ersetzt.

Art. 4 - Artikel 9 desselben Erlasses wird wie folgt ersetzt:

„Art. 9 - § 1 - Das Wohn- und Pflegezentrum sorgt dafür, dass seine Personalmitglieder an den folgenden Einweisungs- und Weiterbildungsmaßnahmen teilnehmen:

1. Gesundheitspersonal, das in der Pflege und/oder Begleitung der Bewohner eingebunden ist, bzw. in direktem Kontakt mit den Bewohnern steht, ist zur Teilnahme an einer ständigen Weiterbildung gemäß § 3 verpflichtet;

2. Führungspersonal:

a) ist zur Teilnahme an einem Einweisungskurs gemäß § 2 verpflichtet;

b) ist zur Teilnahme an einer ständigen Weiterbildung gemäß § 3 verpflichtet;

c) belegt eine Ausbildung für Führungskräfte gemäß § 4;

3. Aktivierungspersonal:

a) ist zur Teilnahme an einem Einweisungskurs gemäß § 2 verpflichtet;

b) ist zur Teilnahme an einer ständigen Weiterbildung gemäß § 3 verpflichtet;

4. Begleitpersonal und unterstützendes Personal ist zur Teilnahme an einer ständigen Weiterbildung gemäß § 3 verpflichtet.

§ 2 – Die in § 1 Nummern 2 und 3 erwähnten Personalmitglieder sind verpflichtet, innerhalb von 24 Monaten ab Aufnahme der Tätigkeit einen vom zuständigen Minister anerkannten Einweisungskurs zu belegen.

Gesundheitspersonal, das Tätigkeiten des Führungspersonals oder der Aktivierung ausübt, ist von der in Absatz 1 erwähnten Verpflichtung befreit.

§ 3 - Die in § 1 erwähnten Personalmitglieder sind verpflichtet, sich jährlich in ihrem jeweiligen aktuellen Aufgabenbereich für das Wohn- und Pflegezentrum weiterzubilden.

Die in Absatz 1 erwähnte Weiterbildung beträgt:

1. 15 Stunden pro Jahr für Gesundheits-, Aktivierungs- und Führungspersonal;

2. 8 Stunden pro Jahr für Begleitpersonal und unterstützendes Personal.

Weiterbildungen, die die in Absatz 2 erwähnte Dauer übersteigen, können innerhalb von zwei Jahren absolviert werden. In diesem Fall beträgt:

1. die Weiterbildung für Gesundheits-, Aktivierungs- und Führungspersonal 30 Stunden;

2. die Weiterbildung für Begleitpersonal und unterstützendes Personal 16 Stunden.

§ 4 - Das in § 1 Nummer 2 erwähnte Führungspersonal muss vor Eintritt in seine jeweilige Funktion eine vom zuständigen Minister anerkannte Ausbildung für Führungskräfte absolviert haben oder diese innerhalb von 24 Monaten ab Eintritt in die Funktion absolvieren.

§ 5 - Während des Zeitraums, in dem ein Personalmitglied den in § 2 erwähnten Einweisungskurs bzw. das Führungspersonal die in § 4 erwähnte Ausbildung belegen, sind diese Personen von der in § 3 erwähnten Weiterbildungsverpflichtung befreit.

§ 6 - Das Wohn- und Pflegezentrum reicht bei der Verwaltung folgende Dokumente ein:

1. den Vertrag, aus dem deutlich hervorgeht, welche Funktion und welche Aufgaben das Personalmitglied bzw. das Führungspersonal wahrnimmt;
2. eine Bescheinigung des abgeschlossenen Einweisungskurses bzw. der abgeschlossenen Ausbildung für Führungskräfte mit den detaillierten Inhalten der jeweiligen Ausbildung;
3. eine Teilnahmebestätigung des Personalmitglieds bzw. des Führungspersonals an den jährlichen Weiterbildungen mit einer Kurzbeschreibung der Weiterbildungsinhalte.“

Art. 5 - In der Überschrift von Kapitel 2 desselben Erlasses wird die Wortfolge „Auf die Wohnbereiche anwendbare“ gestrichen.

Art. 6 - In der Überschrift von Kapitel 2 Abschnitt 1 desselben Erlasses wird die Wortfolge „Gliederung des Wohn- und Pflegezentrums in Wohnbereiche“ durch die Wortfolge „Allgemeine Bestimmung“ ersetzt.

Art. 7 - Artikel 10 desselben Erlasses wird wie folgt ersetzt:

„Art. 10 - § 1 - Die Mindestpersonalnormen sind, unabhängig vom individuellen Pflegebedarf der Bewohner, für jeden genehmigten Platz des Wohn- und Pflegezentrums einzuhalten.

Für die Berechnung der Mindestpersonalnorm werden Teilzeitbeschäftigte anteilig entsprechend ihrer vertraglich vereinbarten Arbeitszeit berücksichtigt.

§ 2 - Unbeschadet § 1 kann das Wohn- und Pflegezentrum in Wohnbereiche aufgeteilt werden.“

Art. 8 - Artikel 11 desselben Erlasses wird wie folgt ersetzt:

„Art. 11 - Das Wohn- und Pflegezentrum verfügt für jeden genehmigten Platz über folgende Pflegekräfte:

1. Krankenpfleger mit einem Beschäftigungssatz von 0,03 VZÄ;
2. Pflegehelfer mit einem Beschäftigungssatz von 0,17 VZÄ.

Unbeschadet Absatz 1 ist für jede begonnene Tranche von 30 genehmigten Plätzen die ständige Anwesenheit eines Pflegehelfers von 7:00 Uhr bis 21:00 Uhr zu gewährleisten.“

Art. 9 - In denselben Erlass wird folgender Artikel 11.1 eingefügt:

„Art. 11.1 - § 1 - Im Wohn- und Pflegezentrum ist die ständige Anwesenheit eines Krankenpflegers sowohl tagsüber als auch nachts zu gewährleisten.

§ 2 - Die in § 1 festgelegte Norm gilt ebenfalls als erfüllt, wenn das Wohn- und Pflegezentrum zu den Zeiten, an denen die Anwesenheit eines Krankenpflegers nicht gewährleistet werden kann, einen internen strukturierten Bereitschaftsdienst organisiert oder einen entsprechenden externen Dienst beauftragt, der die Gewährleistung des strukturierten Bereitschaftsdienstes durch einen Krankenpfleger vorsieht.

Unbeschadet Absatz 1 kann eine telefonische Bereitschaft für kurze Zeiträume vorgesehen werden.

Für die Anwendung von Absatz 1 beschreibt das Wohn- und Pflegezentrum in einer Verfahrensbeschreibung die Organisation des strukturierten Bereitschaftsdienstes. Insofern das Wohn- und Pflegezentrum eine telefonische Bereitschaft einrichtet, ist in dieser Verfahrensbeschreibung nachzuweisen, dass es in Maßnahmen der Telekonsultation und Videokommunikation investiert. Diese Verfahrensbeschreibung ist vor der ersten Organisation des strukturierten Bereitschaftsdienstes bei der Verwaltung einzureichen.

§ 3 - Bei Nichterfüllung der in den §§ 1-2 festgelegten Vorgaben rechtfertigt das Wohn- und Pflegezentrum die Zeiträume, während derer die Anwesenheit eines Krankenpflegers aus unvorhergesehenen Gründen nicht gegeben war und durch einen nicht-strukturierten Bereitschaftsdienst gewährleistet werden musste. Diese Rechtfertigung ist am Ende eines jeden Quartals bei der Verwaltung einzureichen und belegt, dass:

1. das Wohn- und Pflegezentrum im Laufe des betreffenden Quartals regelmäßig nach geeignetem Personal gesucht hat;
2. diese Suche erfolglos geblieben ist.“

Art. 10 - In denselben Erlass wird folgender Artikel 11.2 eingefügt:

„Art. 11.2 - Über die in den Artikeln 11 und 11.1 festgelegten Vorgaben hinaus ist es den Wohn- und Pflegezentren gestattet, Hilfspersonal einzusetzen, das sich in einer Ausbildung im sozialen, pflegerischen oder rehabilitativen Bereich befindet.

Insofern aufgrund von Absatz 1 Hilfspersonen eingesetzt werden, die Tätigkeiten eines Pflegehelfers übernehmen, erfolgt dieser Einsatz nach Maßgabe der im koordinierten Gesetz vom 10. Mai 2015 über die Ausübung der Gesundheitspflegeberufe vorgesehenen Einschränkungen.“

Art. 11 - Artikel 12 desselben Erlasses wird wie folgt ersetzt:

„Art. 12 - § 1 - Das Wohn- und Pflegezentrum verfügt für jeden genehmigten Platz über Reaktivierungspersonal mit einem Beschäftigungssatz von 0,03 VZÄ.

Für die Anwendung von Absatz 1 stellt das Wohn- und Pflegezentrum sicher, dass die Berufsgruppen der Kinesitherapeuten und Ergotherapeuten in ausreichender Anzahl vertreten sind, um den Bewohnern eine bedarfsgerechte und qualitativ hochwertige Hilfe, Begleitung und Pflege zu gewährleisten. Die Funktion des Logopäden wird entsprechend dem individuellen Bedarf der Bewohner angeboten.

§ 2 - In Einrichtungen mit mindestens 70 genehmigten Plätzen können in Abweichung von § 1 Aktivierungsmaßnahmen durch andere dazu berechnete Fachkräfte, die mindestens über ein Bachelordiplom verfügen, oder Heilhilfsberufe durchgeführt werden, unter der Voraussetzung, dass jeweils mindestens ein vollzeitäquivalenter

Kinesitherapeut und Ergotherapeut im Wohn- und Pflegezentrum vorhanden ist, ein nachgewiesener Arbeitskräftemangel für die gemäß § 1 geforderten Qualifikationen herrscht, und eine außergewöhnliche nützliche Berufserfahrung oder eine besondere Ausbildung für die betroffene Funktion vorliegt.“

Art. 12 - Artikel 13 desselben Erlasses wird wie folgt abgeändert:

1. Absatz 1 wird wie folgt ersetzt: „Das Wohn- und Pflegezentrum verfügt für jeden genehmigten Platz über Alltagsbegleiter mit einem Beschäftigungssatz von 0,06 VZÄ.“

2. In Absatz 2 wird nach dem Wort „Aufgaben“ die Wortfolge „der Alltagsbegleiter“ eingefügt.

Art. 13 - Artikel 14 desselben Erlasses wird wie folgt abgeändert:

1. In Absatz 1 wird die Wortfolge „Jeder Wohnbereich“ durch die Wortfolge „Das Wohn- und Pflegezentrum“ ersetzt.

2. Absatz 2 wird aufgehoben.

Art. 14 - Artikel 15 desselben Erlasses wird wie folgt ersetzt:

„Art. 15 - Das Wohn- und Pflegezentrum verfügt für jeden genehmigten Platz über Organisationsmitarbeiter mit einem Beschäftigungssatz von 0,03 VZÄ.

Die Aufgaben der Organisationsmitarbeiter umfassen mindestens die Unterstützung bei der Logistik.“

Art. 15 - In Kapitel 2 Abschnitt 3 desselben Erlasses wird folgender Artikel 15.1 eingefügt:

„Art. 15.1 - Das Wohn- und Pflegezentrum gewährleistet, dass ausreichend Küchen- und Servicepersonal beschäftigt ist, damit:

1. ein gesundes abwechslungsreiches Essen zur Verfügung gestellt wird und die gemäß dem Erlass vom 26. Februar 1997 festgelegten Vorgaben in Bezug auf die Mahlzeiten eingehalten werden;

2. zu den Tageszeiten, an denen die Bewohner die Hauptmahlzeiten zu sich nehmen, den Bewohnern ihren Bedürfnissen entsprechend ausreichend Zeit zur Verfügung steht, bevor abgeräumt und gespült wird.

Unbeschadet Absatz 1 verfügen Wohn- und Pflegezentren mit einer Unterstützungskapazität:

1. von höchstens 60 Plätzen über einen diplomierten Koch, der zu einem Beschäftigungssatz von mindestens 0,5 VZÄ beschäftigt ist;

2. ab 61 Plätzen über einen diplomierten Koch, der zu einem Beschäftigungssatz von einem VZÄ beschäftigt ist.“

Art. 16 - Die Überschrift von Kapitel 2 Abschnitt 4 desselben Erlasses wird wie folgt ersetzt:

„Abschnitt 4 – Referenten“

Art. 17 - Artikel 16 desselben Erlasses wird wie folgt ersetzt:

„Art. 16 - § 1 - Das Wohn- und Pflegezentrum verfügt für jeden genehmigten Platz über Referenten für jedes der folgenden Aufgabenfelder mit einem Beschäftigungssatz von jeweils 0,0017 VZÄ:

1. ein Referent für Palliativpflege, dessen Mindestqualifikation in § 2 beschrieben wird;

2. ein Referent für Hygiene, dessen Mindestqualifikation in § 3 beschrieben wird;

3. ein Referent für Wundpflege, dessen Mindestqualifikation in § 3 beschrieben wird;

4. ein Referent für Demenz, dessen Mindestqualifikation in § 4 beschrieben wird.

Die Funktion des Referenten pro Aufgabenfeld kann:

1. nur von einem Personalmitglied pro Wohn- und Pflegezentrum wahrgenommen werden;

2. durch dieselbe Person in mehreren Wohn- und Pflegezentren gleichzeitig ausgeübt werden.

Jeder Referent nimmt in seinem spezifischen Aufgabenfeld mindestens folgende Grundaufgaben wahr:

1. er informiert sich über fachliche Entwicklungen und die Gesetzgebung und bildet sich weiter;

2. er ist Ansprechpartner für die übrigen Personalmitglieder oder Angehörigen für spezifische Fragen zu seinem Themenbereich;

3. er regt die übrigen Personalmitglieder und die Angehörigen an, sich mit den Entwicklungen in seinem Themenbereich auseinanderzusetzen;

4. er bietet den Bewohnern seine Expertise an;

5. er arbeitet Vorschläge an die Leitung des Wohn- und Pflegezentrums darüber aus, wie die Mitarbeiter die Bewohner im jeweiligen Themenbereich begleiten und unterstützen können, um ihr Wohlbefinden zu fördern;

6. er berät die Leitung des Wohn- und Pflegezentrums über Schulungen für das Personal und achtet darauf, dass auch externe Experten Schulungen oder Teile der Schulungen durchführen;

7. er regt zur Schaffung von Netzwerken an, an denen relevante Akteure beteiligt sind, und/oder nimmt an bestehenden Netzwerken teil;

8. er trägt dafür Sorge, dass die Umsetzung des hauseigenen Konzepts vorangetrieben wird und allen Bewohnern, Angehörigen und dem Personal bekannt ist.

§ 2 - Die Funktion des Referenten für Palliativpflege wird ausgeübt:

1. durch einen Krankenpfleger mit einem Bachelor in Gesundheits- und Krankenpflegewissenschaften oder mit einem Brevet in Gesundheits- und Krankenpflegewissenschaften mit einer besonderen Berufsqualifikation im Bereich Palliativpflege;

2. oder in Ermangelung eines Krankenpflegers mit der in Nummer 1 erwähnten Zusatzqualifikation durch einen Krankenpfleger mit einem Bachelor in Gesundheits- und Krankenpflegewissenschaften oder mit einem Brevet in Gesundheits- und Krankenpflegewissenschaften.

Hierbei kann es sich um einen der gemäß Artikel 11 vorzusehenden Krankenpfleger handeln.

§ 3 - Die Funktion der Referenten für Hygiene und Wundpflege wird durch einen Bachelor in Gesundheits- und Krankenpflegewissenschaften oder einem Krankenpfleger mit einem Brevet in Gesundheits- und Krankenpflegewissenschaften ausgeübt.

Hierbei kann es sich um einen der gemäß Artikel 11 vorzusehenden Krankenpfleger handeln.

§ 4 - Unbeschadet § 1 verfügt der Referent für Demenz über eines der folgenden Diplome oder führt eine der folgenden Berufsbezeichnungen:

1. Ergotherapeut;
2. Psychologieassistent;
3. Psychologe.

Bei den in Absatz 1 erwähnten Referenten kann es sich um einen der gemäß Artikel 12 vorzusehenden Ergotherapeuten oder um Aktivierungspersonal handeln, insofern es sich um Psychologen oder Psychologieassistenten handelt.

Unbeschadet Absatz 1 muss der Referent für Demenz eine Ausbildung von mindestens 70 Stunden im Bereich Demenz und nicht medikamentöse Begleitung absolviert haben oder diese innerhalb von 24 Monaten ab Eintritt in die Funktion absolvieren.

§ 5 - Jedes Wohn- und Pflegezentrum beschreibt die Handlungen und Tätigkeiten der jeweiligen Referenten im jährlich einzureichenden Tätigkeitsbericht.“

Art. 18 - In Kapitel 2 desselben Erlasses wird folgender Abschnitt 5, der den Artikel 16.1 umfasst, eingefügt:

„Abschnitt 5 – Personalbesetzung zwischen 21:00 und 7:00 Uhr

Art. 16.1 – Unbeschadet des Artikels 11.1 gewährleistet das Wohn- und Pflegezentrum zwischen 21:00 Uhr und 7:00 Uhr für die Gesamteinrichtung mindestens folgende Personalbesetzung:

1. Wohn- und Pflegezentren mit höchstens 60 genehmigten Plätzen: ein Pflegehelfer vor Ort und ein Krankenpfleger mindestens in strukturierter Bereitschaft;
2. Wohn- und Pflegezentren mit 61 bis einschließlich 90 genehmigten Plätzen: zwei Pflegekräfte vor Ort;
3. Wohn- und Pflegezentren mit 91 oder mehr genehmigten Plätzen: drei Personalmitglieder vor Ort, wovon zwei Pflegekräfte sein müssen;
4. insofern das Wohn- und Pflegezentrum in einem getrennten Gebäude betreute Wohnungen anbietet, deren Anzahl 20% der genehmigten Plätze des Wohn- und Pflegezentrums überschreitet, muss eine zusätzliche Pflegekraft vorgesehen werden.

Für die Anwendung von Absatz 1 Nummern 2 und 3 gilt, dass ein zusätzlicher Krankenpfleger in strukturierter Bereitschaft stehen muss, wenn es sich beim anwesenden Personal nicht um mindestens einen Krankenpfleger handelt.

Unbeschadet Absatz 1 ist für die gesamte Einrichtung die ständige Anwesenheit eines Pflegehelfers von 21:00 Uhr bis 7:00 Uhr zu gewährleisten.“

Art. 19 - In dasselbe Kapitel wird folgender Abschnitt 6, der den Artikel 16.2 umfasst, eingefügt:

„Abschnitt 6 - Fachkräfte für die integrierte Pflege und Begleitung

Art. 16.2 – Das Wohn- und Pflegezentrum verfügt über einen Krankenpfleger und ein Reaktivierungspersonalmitglied, vorzugsweise ein Ergotherapeut, die je zu einem Beschäftigungssatz von mindestens 0,8 VZÄ pro Wohn- und Pflegezentrum mit der Umsetzung der integrierten Pflege und Begleitung beauftragt werden.

Zusätzlich zu dem in Absatz 1 beschriebenen Auftrag übernehmen sie in gegenseitiger Zusammenarbeit folgende Aufgaben:

1. sie unterstützen und fördern die multidisziplinäre Zusammenarbeit der Personalmitglieder im Sinne des einzelnen Bewohners, indem sie die Prinzipien der integrierten Pflege und Begleitung anwenden;
2. einer unter ihnen übernimmt je nach Schwerpunkt der Bedürfnisse des Bewohners federführend die Verantwortung der Begleit- und Pflegeakte;
3. sie fördern gemeinsam das Wohlbefinden des einzelnen Bewohners und achten darauf, dass ein autonomes Leben möglich bleibt.
4. sie informieren und beraten jeden einzelnen Bewohner über ihre Pflege- und Begleitplanung;
5. sie koordinieren gesundheitsfördernde Maßnahmen.

Zusätzlich zu den in den Absätzen 1 und 2 beschriebenen Aufgaben übernimmt der Krankenpfleger folgende Aufgaben:

1. er organisiert und koordiniert die tägliche Arbeit der Pflegekräfte in Zusammenarbeit mit dem im vorliegenden Artikel erwähnten Ergotherapeuten oder dem Reaktivierungspersonalmitglied und den Führungskräften;
2. er legt eine Pflegeakte bei Einzug des Bewohners in Absprache mit dem Ergotherapeuten an;
3. er ist zuständig für die Pflegeplanung;
4. er aktualisiert die Pflegeakte und Pflegeplanung;
5. er evaluiert die Einhaltung und Umsetzung der Pflegeplanung.

Zusätzlich zu den in den Absätzen 1 und 2 beschriebenen Aufgaben übernimmt der Ergotherapeut oder das Reaktivierungspersonalmitglied folgende Aufgaben:

1. er organisiert und koordiniert die tägliche Arbeit des Reaktivierungs-, Aktivierungs- und Begleitpersonals in Einzeltherapien und in Gruppenangeboten in Zusammenarbeit mit dem im vorliegenden Artikel erwähnten Krankenpfleger und den Führungskräften;
2. er legt eine Begleitakte bei Einzug des Bewohners in Absprache mit dem Krankenpfleger an;
3. er ist zuständig für die Begleitplanung und die Planung der Reaktivierung und Aktivierung in Absprache mit dem Reaktivierungs-, Aktivierungs- und Begleitpersonal;
4. er aktualisiert die Begleitakte und Begleitplanung;
5. er evaluiert die Einhaltung und Umsetzung der Begleitplanung und der Aktivierung.“

Art. 20 - In dasselbe Kapitel wird folgender Abschnitt 7 eingefügt:

„Abschnitt 7 - Zusammenarbeit mit Ärzten“

Art. 21 - In Kapitel 2 Abschnitt 7 desselben Erlasses wird folgender Unterabschnitt 1, der die Artikel 16.3 bis 16.5 umfasst, eingefügt:

„Unterabschnitt 1 - Allgemeine Zusammenarbeit“

Art. 16.3 – Jedes Wohn- und Pflegezentrum schließt mit den in seiner Einrichtung tätigen Ärzten eine Konvention zur Zusammenarbeit ab, in der Folgendes festgelegt wird:

1. der Umfang der Zusammenarbeit, insbesondere mit dem Koordinationsarzt des Wohn- und Pflegezentrums;
2. die Beteiligung an den Entscheidungen zur Festlegung allgemeiner medizinischer Standards in der Einrichtung;
3. die im Wohn- und Pflegezentrum geltenden Modalitäten zu ärztlichen Hausbesuchen und zur Verschreibung von Medikamenten und Leistungen.

Art. 16.4 – Der Bewohner hat die freie Wahl des Hausarztes und des Krankenhauses, wobei diese Wahl durch das Wohn- und Pflegezentrum zu respektieren ist und in keiner Weise beeinflusst werden darf. Wenn ein Bewohner zum Zeitpunkt seines Einzugs in die Einrichtung keinen Hausarzt hat oder wenn sein Hausarzt auf die weitere Behandlung des Bewohners verzichtet, händigt das Wohn- und Pflegezentrum dem Bewohner eine aktuelle Liste der verfügbaren Hausärzte aus.

Das Wohn- und Pflegezentrum beschreibt in der Hausordnung die für die Anwendung von Absatz 1 notwendigen Bestimmungen.

Art. 16.5 - Das Wohn- und Pflegezentrum verfügt über eine Geschäftsordnung über die ärztliche Tätigkeit, in der die Rechte und Pflichten der dort tätigen behandelnden Ärzte festgelegt werden. Diese Geschäftsordnung wird jedem behandelnden Arzt ausgehändigt, der sich durch seine Unterschrift verpflichtet, so effizient wie möglich an der medizinischen Organisation und der medizinischen Versorgung des Wohn- und Pflegezentrums mitzuwirken. In der Geschäftsordnung über die ärztliche Tätigkeit werden mindestens folgende Punkte festgelegt:

1. die Verpflichtung der Allgemeinmediziner, an einer kohärenten medizinischen Strategie innerhalb des Wohn- und Pflegezentrums mitzuwirken, insbesondere in Bezug auf die Verschreibung von Medikamenten, die Erbringung einer qualitativ hochwertigen Pflege, die multidisziplinäre Abstimmung, die Einhaltung von Maßnahmen zur Vorbeugung und im Falle eines Infektionsgeschehen und die Abstimmung mit dem Koordinationsarzt;
2. die Verpflichtung zur Einhaltung der Regeln, die vom zuständigen Hausärztekreis festgelegt wurden, um einen Hausarzt zu benennen, wenn der Bewohner keinen hat;
3. die gewöhnlichen Besuchszeiten, wobei Notfälle ausgenommen sind;
4. die Modalitäten der Kontaktaufnahme mit den Angehörigen;
5. die Modalitäten zu den Beratungsgesprächen innerhalb des Wohn- und Pflegezentrums;
6. die Modalitäten zur Führung der medizinischen Akte des Bewohners;
7. die Verwendung des medizinisch-pharmazeutischen Formulars und insbesondere die Verschreibung der kostengünstigsten Medikamente sowie die Verwendung von elektronischen Verschreibungen;
8. die Modalitäten der Rechnungsstellung für Honorare;
9. die Modalitäten für die Weitergabe von Informationen im Falle von ansteckenden Krankheiten;
10. die Modalitäten der Zusammenarbeit mit dem Pflegepersonal und den anderen Gesundheitsdienstleistern.“

Art. 22 - In denselben Abschnitt wird folgender Unterabschnitt 2, der den Artikel 16.6 umfasst, eingefügt:

„Unterabschnitt 2 – Koordinationsarzt“

Art. 16.6 - § 1 - Jedes Wohn- und Pflegezentrum bezeichnet einen Koordinationsarzt, der monatlich 13 Stunden für das Wohn- und Pflegezentrum tätig ist. Wohn- und Pflegezentren mit einer Unterstützungskapazität ab 61 Plätzen können diesen Stundensatz um wöchentlich 30 Minuten pro begonnener Unterstützungskapazität von 30 Plätzen erhöhen.

Der Koordinationsarzt arbeitet regelmäßig im Wohn- und Pflegezentrum. Während dieser Zeiträume kann er keine Tätigkeit als behandelnder Arzt wahrnehmen. Das Wohn- und Pflegezentrum stellt ihm entsprechende Arbeitsräume zur Verfügung.

Für die Anwendung von Absatz 1 schließen das Wohn- und Pflegezentrum und der Koordinationsarzt einen unbefristeten Honorarvertrag ab, der auch die Kündigungsbedingungen beschreibt.

Die Funktion des Koordinationsarztes kann durch dieselbe Person in mehreren Wohn- und Pflegezentren gleichzeitig ausgeübt werden.

§ 2 - In Absprache mit den für die integrierte Pflege und Begleitung gemäß Artikel 16.2 beauftragten Personalmitgliedern des Wohn- und Pflegezentrums nimmt er folgende Aufgaben wahr:

1. er nimmt in der Regel an multidisziplinären Koordinationsversammlungen und Fallbesprechungen teil. In komplexen Situationen lädt er den behandelnden Hausarzt ein;
2. er beteiligt sich am Verfassen von Strategien gegen die Verbreitung von Infektionen in Verbindung mit der Pflege, der Prävention von Dekubitus und chronischen Wunden, der Mundpflege, der Inkontinenzproblematik sowie der Palliativpflege;
3. er berät im Fall von Isolationsmaßnahmen und freiheitsentziehenden Maßnahmen.
4. er koordiniert in Absprache mit den Fachkräften für integrierte Pflege und Begleitung gesundheitsfördernde Maßnahmen.

§ 3 - Der Koordinationsarzt ist verpflichtet, sich jährlich in seinem Aufgabenbereich für das Wohn- und Pflegezentrum weiterzubilden.

§ 4 - Das Wohn- und Pflegezentrum reicht bei der Verwaltung folgende Dokumente ein:

1. den Vertrag, der bescheinigt, dass der Arzt die Funktion des Koordinationsarztes wahrnimmt sowie die hausinterne Funktionsbeschreibung;

2. eine Teilnahmebestätigung des Koordinationsarztes an den jährlichen Weiterbildungen mit einer Kurzbeschreibung der Weiterbildungsinhalte.“

Art. 23 - In Kapitel 2 desselben Erlasses wird folgender Abschnitt 8 eingefügt:

„Abschnitt 8 - Leitung des Wohn- und Pflegezentrums, Hausmeister und Verwaltungspersonal“

Art. 24 - In Kapitel 2 Abschnitt 8 desselben Erlasses wird folgender Unterabschnitt 1, der den Artikel 16.7 umfasst, eingefügt:

„Unterabschnitt 1 - Leitung des Wohn- und Pflegezentrums

Art. 16.7 - Wohn- und Pflegezentren mit höchstens 60 genehmigten Plätzen verfügen über einen Leiter, der zu einem Beschäftigungssatz von mindestens 0,5 VZÄ beschäftigt ist. Wohn- und Pflegezentren ab 61 genehmigten Plätzen verfügen über einen Leiter, der zu einem Beschäftigungssatz von mindestens 0,8 VZÄ beschäftigt ist.

Der Leiter:

1. verfügt mindestens über ein Bachelordiplom.
2. kann nicht für den Nachtdienst eingeplant werden.

Unter Berücksichtigung von Absatz 2 Nummer 2 kann der Leiter, der mindestens zu einem Beschäftigungssatz von 0,8 VZÄ beschäftigt ist, punktuell bis höchstens 20% seiner vertraglich festgelegten wöchentlichen Arbeitszeit in der Pflege oder Begleitung der Bewohner tätig sein.“

Art. 25 - In denselben Abschnitt wird folgender Unterabschnitt 2, der den Artikel 16.8 umfasst, eingefügt:

„Unterabschnitt 2 - Hausmeister

Art. 16.8 - Wohn- und Pflegezentren mit höchstens 60 genehmigten Plätzen gewährleisten, dass ein Hausmeister anwesend ist, der zu einem Beschäftigungssatz von mindestens 0,5 VZÄ beschäftigt ist. Wohn- und Pflegezentren mit mehr als 60 genehmigten Plätzen gewährleisten, dass ein Hausmeister anwesend ist, der zu einem Beschäftigungssatz von einem VZÄ beschäftigt ist.

Unbeschadet Absatz 1 gewährleistet das Wohn- und Pflegezentrum, dass ein weiterer Hausmeister anwesend ist, der zu einem Beschäftigungssatz von mindestens 0,5 VZÄ beschäftigt ist, insofern:

1. das Wohn- und Pflegezentrum in einem getrennten Gebäude betreute Wohnungen anbietet;
2. oder das Wohn- und Pflegezentrum betreute Wohnungen anbietet, deren Anzahl 20% der genehmigten Plätze des Wohn- und Pflegezentrums überschreitet.“

Art. 26 - In denselben Abschnitt wird folgender Unterabschnitt 3, der den Artikel 16.9 umfasst, eingefügt:

„Unterabschnitt 3 - Verwaltungspersonal

Art. 16.9 - Das Wohn- und Pflegezentrum verfügt über folgende Mitarbeiter in der Verwaltung:

1. ein Personalmitglied zuständig für die Buchhaltung und das Rechnungswesen, das mindestens über ein Bachelordiplom verfügt;
2. ein Personalmitglied für das Personalwesen, das mindestens über ein Bachelordiplom verfügt;
3. einen Bewohnerbeauftragten, dessen Aufgaben mindestens die Planung und Vorbereitung der Einzüge sowie die Erstellung und Aktualisierung der Reservierungs- und Wartelisten umfasst.“

Art. 27 - In Kapitel 2 desselben Erlasses wird folgender Abschnitt 9, der den Artikel 16.10 umfasst, eingefügt:

„Abschnitt 9 - Möglichkeit der Beauftragung externen Personals

Art. 16.10 - Unbeschadet der Artikel 14, 15.1 und 16.9 können die Aufgaben des Reinigungs-, Küchen- und Verwaltungspersonals durch Arbeitskräfte verrichtet werden, die über einen Dienstleistungsvertrag oder im Rahmen eines Leiharbeitsvertrags einen Auftrag für das Wohn- und Pflegezentrum ausführen.“

Art. 28 - Kapitel 3 desselben Erlasses, das die Artikel 17 bis 31 umfasst, wird aufgehoben.

Art. 29 - Artikel 36 desselben Erlasses wird aufgehoben.

Art. 30 - Artikel 38 desselben Erlasses wird aufgehoben.

Art. 31 - In Artikel 39 desselben Erlasses wird die Angabe „Artikel 20 § 1 Nummer 4“ durch die Angabe „Artikel 16 § 1 Nummer 4“ ersetzt und die Angabe „Artikel 20 § 4 Absatz 3“ durch die Angabe „Artikel 16 § 4 Absatz 3“ ersetzt.

Art. 32 - In Artikel 40 desselben Erlasses wird die Angabe „Artikel 21 Absatz 1 Nummern 3 und 4“ durch die Angabe „Artikel 16.1 Absatz 1 Nummern 3 und 4“ ersetzt.

Art. 33 - Artikel 41 desselben Erlasses wird wie folgt abgeändert:

1. in Absatz 1 wird die Angabe „Artikel 27“ durch die Angabe „Artikel 16.7“ ersetzt;
2. in Absatz 2 wird die Angabe „Artikel 27 Absatz 2 Nummer 1“ durch die Angabe „Artikel 16.7 Absatz 2 Nummer 1“ ersetzt.

Art. 34 - Artikel 42 desselben Erlasses wird wie folgt abgeändert:

1. in Absatz 1 wird die Angabe „Artikel 30 Nummer 3“ durch die Angabe „Artikel 16.9 Nummer 3“ ersetzt;
2. in Absatz 2 Nummer 2 wird das Wort „Wohnbereichshilfe“ durch das Wort „Organisationsmitarbeiter“ ersetzt;
3. in Absatz 2 Nummer 3 wird die Angabe „Artikel 20 § 1 Absatz 1 Nummer 2“ durch die Angabe „Artikel 16 § 1 Absatz 1 Nummer 2“ ersetzt und die Angabe „Artikel 20 § 1 Absatz 1 Nummer 3“ durch die Angabe „Artikel 16 § 1 Absatz 1 Nummer 3“ ersetzt;
4. in Absatz 2 Nummer 4 wird die Angabe „Artikel 22“ durch die Angabe „Artikel 16.2“ ersetzt;
5. in Absatz 3 wird die Angabe „Artikel 30“ durch die Angabe „Artikel 16.9“ ersetzt.

Art. 35 - In Artikel 15 Absatz 3 des Erlasses der Regierung vom 6. Juni 2024 zur Festlegung gewisser Finanzierungsmodalitäten der Wohn- und Pflegezentren für Senioren für die Jahre 2024 bis 2029, wird die Angabe „Nummer 8“ durch die Angabe „Nummer 8bis“ ersetzt.

Art. 36 - In Artikel 18 Absatz 4 desselben Erlasses wird der Satz „Zur Berechnung der Anzahl notwendiger Alltagsbegleiter gilt, dass sich pro Wohnbereich eines Wohn- und Pflegezentrums für Senioren zwei Alltagsbegleiter in Ausbildung befinden.“ gestrichen.

Art. 37 - Artikel 24 desselben Erlasses wird wie folgt abgeändert:

1. In Absatz 1 Nummer 1 wird die Wortfolge „einer Wohnbereichshilfe“ durch die Wortfolge „eines Organisationsmitarbeiters“ ersetzt;

2. In Absatz 1 Nummer 2 wird die Angabe „Artikel 21“ durch die Angabe „Artikel 16.1“ ersetzt;

3. In Absatz 2 wird die Wortfolge „der Wohnbereichshilfe“ durch die Wortfolge „des Organisationsmitarbeiters“ ersetzt.

Art. 38 - In der Überschrift von Kapitel 7 Abschnitt 2 desselben Erlasses wird das Wort „Wohnbereichshilfen“ durch das Wort „Organisationsmitarbeiter“ ersetzt.

Art. 39 - Artikel 25 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Regierung vom 28. November 2024 wird wie folgt ersetzt:

„Art. 25 - Der Dienstleister erhält für die Einstellung und Beschäftigung eines vollzeitäquivalenten Organisationsmitarbeiters einen Pauschalzuschuss von 59.878 Euro für den Zeitraum 2024 bis 2029, wobei für das deutsche Sprachgebiet die Gesamtzahl bezuschussbarer Organisationsmitarbeiter auf 27 begrenzt wird.“

Art. 40 - Artikel 26 Absatz 1 desselben Erlasses wird wie folgt ersetzt:

„Zwecks Überprüfung der tatsächlichen Beschäftigung und des Beschäftigungssatzes der Organisationsmitarbeiter übermittelt der Dienstleister der Verwaltung in dem von ihr vorgegebenen Format bis zum 31. Dezember 2024 sowie bei jeder Neueinstellung die folgenden Angaben zum Organisationsmitarbeiter: die Daten zur Identifizierung, die Funktion, das berücksichtigte Dienstalder, den Arbeitsbeginn und das Arbeitszeitregime.“

Art. 41 - In Artikel 27 Absatz 4 desselben Erlasses wird die Angabe „Artikel 21“ durch die Angabe „Artikel 16.1“ ersetzt.

Art. 42 - Artikel 28 desselben Erlasses wird wie folgt abgeändert:

1. in Absatz 1 wird die Angabe „Artikel 21“ durch die Angabe „Artikel 16.1“ ersetzt;

2. in Absatz 2 Nummer 1 wird die Angabe „Artikel 21“ durch die Angabe „Artikel 16.1“ ersetzt.

Art. 43 - Vorliegender Erlass tritt mit Wirkung vom 1. Januar 2026 in Kraft.

Art. 44 - Der für die Seniorenpolitik zuständige Minister wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Eupen, den 5. Februar 2026

Für die Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft
Der Ministerpräsident,
Minister für lokale Behörden, Raumordnung und Finanzen
O. PAASCH
Die Ministerin für Familie, Soziales, Wohnen und Gesundheit
L. KLINKENBERG

Quellenverzeichnis

PARLAMENTE

Parlament der Deutschsprachigen Gemeinschaft

- pdg.be

Abgeordnetenkommission

- lachambre.be

Senat

- senate.be

Parlament Wallonie

- parlement-wallonie.be

Vlaams Parlement

- vlaamsparlement.be

Parlament Fédération Wallonie-Bruxelles

- pfbw.be

Parlement Bruxellois (PRB) & Assemblée réunie de la Commission communautaire commune (ARCCC)

- parlement.brussels

Parlement francophone Bruxellois

- parlementfrancophone.brussels

Raad van de Vlaamse Gemeenschapscommissie

- raadvgc.be

REGIERUNGEN

Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft

- ostbelgienlive.be

Föderalregierung

- news.belgium.be

Belgische Nationalbank

- nbb.be/de

Vlaamse Regering

- beslissingenvlaamseregering.vlaanderen.be

Gouvernement de Wallonie

- wallonie.be/fr

Gouvernement de la Fédération Wallonie-Bruxelles

- gouvernement.cfwb.be

EUROPA UND REGIONALPOLITIK

Europäische Union

- consilium.europa.eu/de/european-council
- commission.europa.eu/index_de
- europarl.europa.eu/portal/de
- secure.ipex.eu/IPEXL-WEB

Europäischer Rechnungshof

- eca.europa.eu/de

Europäischer Ausschuss der Regionen (AdR)

- cor.europa.eu/de

Europarat - Kongress der Gemeinden und Regionen Europas

- coe.int/en/web/congress/home

Benelux-Parlament

- beneluxparl.eu/fr

Großregion – Gipfel und IPR

- grossregion.net
- cpi-ipr.eu

EVTZ Euregio Maas-Rhein

- euregio-mr.info/de

CALRE - Konferenz der gesetzgebenden Versammlungen der Regionen Europas

- calrenet.eu

AGEG - Arbeitsgemeinschaft Europäischer Grenzregionen

- aebr.eu

VERFASSUNGSGERICHTSHOF

- const-court.be/de

BELGISCHES STAATSBLAT

- ejustice.just.fgov.be